

Justice fiscale pour plus de justice sociale et la possibilité d'un vivre ensemble écologiquement compatible

Hello Intro :

Après le grand débat où j'ai contribué pour rien c'est difficile de s'y remettre. Après toute cette morgue et ce mépris des Lrem : Agnès, Edouard, Emmanuel, Amélie, Gérald, Aurore, Marie, Gilles, Bruno, Richard, Julien, Christophe et Sybeth. Ah la synthèse en une personne. Allez, j'ai du temps, je me lance

Tant qu'on trouvera "normal" la possibilité d'un accroissement et une accumulation infinie pour certains, nous mettrons en péril tous les autres. La justice fiscale ne résoudra pas tout, mais c'est selon moi un impératif de base. Sans cela, rien n'est possible (sauf avec la violence physique bien sûr, il reste cette possibilité).

Plutôt que d'écouter les paroles, il faut regarder les actes. LREM depuis le début s'attache à accroître les inégalités. C'est son modèle. Il Obéit à se dogme. Qui est de fait incompatible avec une possibilité sociale, écologique, durable, etc... car c'est une logique de prédation.

Qu'il y ait des logiques d'enrichissement, bien sûr, on ne peut pas l'éviter. Mais la dérégulation, permettre le gain sans limite sur une planète limitée, c'est forcément le chaos au bout de l'autoroute. Donc les actes : plus d'ISF, pas de flat tax, diminutions des cotisations (gros gain pour les employeurs et petit pour les salariés avec gros effets collatéraux pour eux et tout le monde in fine), précarisation des retraites (à la carte, individuelles, chacun pour soi et dieu pour tous), pas d'obligation pour bénéficier d'aides post crise (je prends l'argent collectif et je garde pour moi les dividendes), plus de réelle progressivité de l'impôt, niches fiscales ... et des miettes reversée à partir de l'imposition de la classe populaire et moyenne (IR, TVA, TIPP, ...). Rien ne changera pour LREM. Leurs actes correspondent à leur but : accroître les inégalités quelques en soit le prix.

Comme mon message fait plus de 5000 caractères, il y aura plusieurs posts, désolés

Justice fiscale pour plus de justice sociale et la possibilité d'un vivre ensemble écologiquement compatible

Hello 1 : Une contribution exceptionnelle, avec un % modeste, genre 1 à 2 % de son patrimoine versé en soutien du plan de relance, avec une logique progressive. Par exemple, si on imagine une moyenne de versement de 100 000€ pour les 300 000 foyers les plus riches (c'est une moyenne hein), on atteint déjà 30 000 000 000 d'€. Puis 10 000€ sur le patrimoine -en moyenne- sur le million de foyers qui suit c'est, 10 000 000 000 d'€. Puis 2000 euros en moyenne pour les 5 millions qui suivent... encore 10 000 000 000 et on finit par une moyenne de 100 euros pour 10 millions restant ... Et bien on arrive vite à un joli plan de relance, qui ne pèse pas sur les générations futures. Et, comme par miracle, qui va récupérer cet argent en un rien de temps ? Les très grandes fortunes, puis les grandes fortunes, puis les fortunes, puis la classe moyenne supérieure (j'en fait partie), puis un peu la classe moyenne, puis un peu les personnes juste au-dessus du seuil de pauvreté, puis éventuellement les autres.... Autrement dit arrêtons de s'inquiéter ! La proposition actuelle du gouvernement c'est on endette l'Etat (c'est-à-dire tout le monde et y compris celles et ceux qui ne sont pas solvables) et les gains iront massivement dans les poches de celles et ceux qui ont déjà tout. Un tour de passe passe indécent, sans contrepartie sociale ni écologique.

Hello 2 : On pourrait aller plus loin, et repenser le dogme de l'accumulation infinie et limiter l'accroissement des patrimoines. En prenant plus en compte le patrimoine dans la contribution à la vie collective de la nation. Plutôt que de toujours chercher à augmenter l'assiette liée aux revenus et à la

consommation qui amène à faire contribuer prioritairement (en% de leur richesse) celles et ceux qui travaillent et doivent faire des achats pour manger, se déplacer, etc, etc...

Et la dette me direz-vous ? En imaginant absolument devoir rembourser la dette, on pourrait la faire payer par les contributeurs progressivement par les contributeurs qui ont le plus de patrimoine et les plus gros revenus... ils n'y perdraient rien puisqu'ils se rembourseraient eux-mêmes... et comme personne dans ces groupes sociaux ne manque de rien, il n'y aura aucun impact sur leur vie. Alors que quand on perd 5€ d'APL c'est tout de suite 2 repas pour un pauvre... J'entends les défenseurs : « oui, toujours taxer, blabla ». Bien sûr. Mais d'abord il leur en restera tellement. Je me permets de prendre mon exemple personnel. Si on diminue mon salaire de 10%, je peux encore vivre tranquillement, je prendrai à peine moins la voiture, j'achèterai quelques tee shirts en moins, ... et je gagne 2200 balles net avec un loyer de 550€. Alors il y a de la marge. Par contre, en dessous de mon niveau de vie, je sais qu'il n'a pas de marge. Or, c'est là que rogne LREM (et LR et consorts). La justice fiscale c'est la justice sociale, c'est permettre autre chose, c'est donner de l'air. Alors oui c'est donner et partager (un peu), mais c'est aussi moins de conflits, moins de tensions, moins de haine, moins de violences... et moins d'argent pour les plus aisés c'est aussi moins de consommation d'espaces, de minerais, de matières fossiles, etc etc. Car ce sont les plus aisés (et j'en suis) qui pompent le plus la planète et les ressources, alors stop la double peine. C'est marrant mais j'aimerais tellement qu'on ait autant d'altruisme pour rebâtir notre vie commune que pour une cathédrale...

Hello3 : Dans nombre de structures, en rééquilibrant (un peu) la pyramide des rémunérations, on peut employer sans que cela fasse de vrais chocs au point que les gens seraient obligé de se suicider. En revanche on y gagnerait en confort au travail, ambiance, productivité, comptes sociaux, etc... J'ai déjà donné mon exemple perso. Imaginons que l'on réduise de 30% le salaire des hauts fonctionnaires, il va leur en rester encore large (ils ont vu leurs primes exploser depuis 20 ans et pour financer cela il a fallu dégraisser chez les catégories B et C) : combien d'emplois d'infirmières, de profs, de gens en préfecture, agents d'entretien, bref tous ces productifs qui ont disparu et qui ne servent plus le citoyen ? Pareil dans les grands groupes (Véolia, Engie, etc...). Et puis imaginons l'égalité dans les rémunérations entre femmes et hommes ? Et bien on récupère des cotisations. Et le niveau de vie français des 5 % les plus riches restera super élevé, ne vous inquiéter pas s'inquiéter. Ce n'est pas parce que l'on donne une tartine que l'on a faim, et on garde 80% du gâteau. A la fin c'est toujours celles et ceux qui ont le plus qui raflent le gros de la mise. On est de plus en plus dans l'indécence sur les salaires, les revenus du capital, l'accumulation en patrimoine. Et moins t'es utile et plus tu gagnes. Alors il faut peut-être imaginer une transition. Et on vivra mieux en France car nos voisins, nos amis, nos enfants, ils auront une possibilité de vivre bien. Plus il y a de concurrence, de tension, de prédation, plus le risque de l'exclusion est là. Pour maintenir ma retraite j'ai par exemple intérêt à investir dans un fonds de pension américain qui va acheter et démanteler une entreprise à côté de chez moi, et mettre ma belle-fille au chômage dans une région sans emploi, et il faudra que je les aide financièrement... Il faut en sortir de cette boucle. Concurrence , compétition et effets sur les apprentissages. Sur la tension et les avc ? Donc des dépenses de santé.

Hello 4 : Repenser les logiques de destruction de l'appareil productif avec la complicité de l'état et de la caisse des dépôt (en autres) : Fusions, achat et acquisitions qui visent à casser l'outil de production. Trop facile d'acheter en trichant, puis vider les actifs, récupérer les brevets, prendre de l'argent public et finir par licencier au frais du contribuable, avec des arrangements entre amis, entre copains et copines de promo à l'ENA et amis avec le capitalisme financier à la française. Les LBO et autres montages ne devraient plus être autorisé sous la forme actuelle. On perd nos compétences, notre souveraineté, des emplois, cela génère massivement des coûts indirects sur les comptes sociaux, des pertes de recettes (donc on perd deux fois), et puis les violences diverses... c'est tout un système qui

produits des externalités pour la collectivité juste pour satisfaire le désir de puissance de quelques prédateurs. Et cela avec la bénédiction des gens qui font ENA Inspection des finances, conseils d'administrations, etc etc ... nos grands groupes en sont farcis. Là encore, un coût social, économique, juridique, sanitaire...

Hello 5 : Dans la suite, c'est bien sûr imaginer un travail sur les conflits d'intérêt et les responsabilités des hauts fonctionnaires dans leurs décisions, et donc une possibilité pour le peuple de pouvoir juger des décisions. Sans aller très loin, imaginons un bâtiment régional important, prévisionnel 200 000 000 d'€ fin des travaux 400 000 000 d'€, plus les malfaçons, etc... qui paye ? le contribuable à la fois dans les impôts mais aussi dans les primes d'assurance. Qui est responsable ? l'Elu ? le secrétaire général ? la direction des services ? Personne. Personne ne déboursa rien. Autre exemple, petite ville, on refait la mairie et la cale de pêche, 5 300 000 d'€, plus quelques rond points, dos d'ânes dans les quartiers " plutôt résidentiels", des sens uniques pour le calme de certains, des rétrécissements de voie car se voit... encore 1 000 000 d'€. Budget de la commune 6 700 000 €. Pour les écoles « pas de sous pour faire des activités périscolaires ». Pour se faire bien voir, se faire réélire, on endette la commune, le citoyen, aucun contrôle a posteriori. Les émoluments augmentent car on devient « classé touristique » ... Sur le principe, si le maire paye de sa poche les dépassements de budget, pourquoi pas. Mais pas de responsabilité ni des uns (élus) ni des autres (hauts fonctionnaires) ou si rarement (Ok pour Patrick après combien de temps). C'est légal. Un peu comme pour un certain premier ministre... Si on ne change pas ces pratiques on ne changera rien, ni les problèmes de cupidité, ni écologiques, ni sociaux. Ce n'est pas histoire de morale, mais de justice et donc de condamnation par et pour le peuple. Et les élus ne sont pas seuls coupables dans cet affaire.

Hello 6 : C'est de faire en sorte de changer certains logiciels : Plus de coopération et moins de compétition, chercher à résoudre des problèmes avant de penser à qui tirera bénéfice d'une action réussie, confiance/défiance envers le peuple, valoriser l'altruisme plutôt que l'égoïsme, éduquer avant (ou se limiter à) réprimer, prévenir plutôt que réagir dans l'urgence, penser aux conséquences à plus long terme (vrai à l'école, on fabrique les dépenses sociales de demain, dans le travail sur le coût des arrêts de travail -pour la société-, la santé avec le Covid, pas d'infrastructure et des centaines de milliards à injecter. Et pour le Covid19 me dites pas les autres c'est pareil, on est dans le même bain que EU, RU Iran, Italie et Espagne, les autres font tous mieux pour l'heure),... cela a des effets sur le social, l'écologie, la justice... Cette proposition est un objectif, elle découlera d'autres actions.

Hello 7 : Relire les grands principes du conseil national de la résistance paragraphe 4 et 5 de mémoire. Souvent, ce n'est pas les propositions qui font société. C'est la mise en œuvre de principes qui autorisent un vivre ensemble qui rend possible la culture, l'économie, l'éducation, la justice, le soin, etc..pour toutes et tous. Ce qui engage les actes et donc la responsabilisation des uns et des autres. Et là, un établissement public sans responsabilité et sans régulation se comportera en prédateur, comme un établissement privé sans responsabilité ni régulation (voir les liens de proximité entre le chef du Medef et la direction juridique de Bercy. Public et privé ne sont toujours opposables). Donc je pense que plus que des propositions, ce sont des axes qu'il faut travailler dans le long terme, et réguler quand ce qui est mis en œuvre va à l'encontre de ce projet républicain. Par exemple on a "liberté égalité fraternité" alors pour faire vivre cela, il y a des choses qui ne devraient pas être tolérées, comme ne pas mettre à contributions les plus riches du pays pour le bien collectif (fraternité). Accroître les inégalités ce n'est pas l'égalité non plus. Quant à la liberté, en période de confinement et après l'inscription des lois d'exception dans l'état d'urgence, quand on voit les élèves sur les genoux les bras sur la tête lors d'une manifestation, les violences policières, ...). Bref comment on fait pour que le

citoyen ait un regard et UN POUVOIR réel sur les décideurs qui ont perdu le sens commun pour le sens individuel depuis si longtemps, qui se vautrent dans un entre soi morbide ?

Ok, mais et les violences faites aux femmes ? Et les migrants ? Et ... Alors vivre ensemble c'est vivre ensemble, je crois que le combat en segmentant condamne la possibilité d'une vision collective et nous ramène à la logique de « chacun sa merde ». Et face à certains combats, comme devant un virus, chacun sa gueule ce n'est juste pas tenable. Le combat féministe, pour la justice fiscale, sociale, écologique, etc... c'est pour moi le même.

Hello 8 : Il est plus que temps de faire évoluer la constitution et mettre fin à la 5ème, en faisant confiance aux gens pour la rédiger. Je n'ai aucun doute sur la capacité des gens d'imaginer cela. Le problème, c'est comment on fait pour ça ? Comment on fait pour avoir des gens qui acceptent de mettre leurs égos de côté un temps, y compris en quittant un temps la lumière, pour permettre à autre chose d'exister ? Comment on fait pour que ce ne soit pas 60 LREM qui lancent une plateforme dans leur coin pour tenter de garder le pouvoir parce que LFI et le PCF ont lancé cela aussi un peu avant ? Peut-on faire autrement sans partager en VRAI le pouvoir, l'argent, les décisions ? Bref, n'est-il pas temps de créer un large mouvement en posant dès le départ les termes de qui ne sera pas dans la lumière pour permettre au projet collectif d'émerger. Sinon on est de retour au monde d'avant en pire, celui qui mène à 1929 et au fascisme. Être aux manettes pour construire puis partir et laisser aux autres d'opérationnaliser... Se prémunir de nous même et de la soif de pouvoir.

Bien sûr, la question écologie et sociale, la reconnaissance de l'importance de la prise en compte des enjeux climatiques et environnementaux, accepter de payer plus pour protéger et donc se protéger mieux, ce devrait pouvoir être inscrit au fronton de notre nouvelle république. Mais au-delà des inscriptions, il faut faire vivre les projets.

Comment imaginer un instant les Bruno , Edouard , Castaner, Agnès, Aurore, Amélie, Richard, Gilles, Nicolas, Guillaume, Julien, etc... tellement subtils et qui nagent dans l'opulence et le détournement de l'argent public pour les intérêts privés, comment imaginer qu'ils fassent autre chose que d'accroître toujours plus les inégalités, et son corrolaire : la violence, la haine, la défiance, injustice, etc... Il faudra faire sans eux ou ne pas faire. Nous le savons toutes et tous.

Proposition 9 : Laisser sous contrôle public des secteurs importants pour le collectif comme éducation, santé, justice, énergie, ... ce qui veut dire empêcher certains hauts fonctionnaires de dilapider les biens communs en connivence et sans jamais être jugés.

Proposition 10 : Séparer le journalisme de la propagande. Ça je ne sais pas comment on peut faire (déjà largement améliorer l'orientation des crédits publics), ne serait-ce que d'imaginer l'honnêteté de dire d'où l'on parle...

Par exemple

- " Bonjour, je suis au conseil d'administration de LVMH, énarque et j'ai été directeur de cabinet du premier ministre. Mon frère et PDG d'Areva, je gagne plusieurs dizaines de millions d'€ par an. Alors, pour répondre à votre question, je trouve que de conditionner des aides publiques à des actions environnementales et sociales, comme d'augmenter de 20% les femmes sur 5 ans pour rattraper leur retard de rémunération sur les hommes, ce n'est pas possible, pas raisonnable. Pourquoi ne pas

garantir à tous les retraités un revenu décent, qui ne serait pas versé à celles et ceux qui ont déjà accumulé des centaines de milliers d'euros de patrimoine tant qu'on y est ? "

- "Alors, en tant que philosophe, et détentrice d'une fortune qui avoisine le milliard d'euros, je touche aussi environ 50 millions de dividendes par ans, alors donc sur un plan philosophique, on ne peut pas imposer comme ça des décisions sans prendre en compte l'individualité..."

- « je suis député, enseignant, j'ai une maison qui vaut 500 000 euros et 30000 sur mon livret. Je me pose la question de l'intérêt de faire travailler les gens jusqu'à 67 ans, alors qu'on a besoin de gens compétents et capable pour aider bénévolement. Plus de bénévolé car les gens sont chômeurs ou au boulot, je ne vois pas l'intérêt. On a besoin d'eux pour travailler l'inter générationnel avec les plus jeunes pour transmettre »

- "Non, non n'a pas les moyens de donner plus à celles et ceux qui en ont besoin et de limiter le train de vie de celles et ceux qui ont tout et au-delà pour des questions morales. Oui, quand on a 20 000€ de revenu par mois à la retraite, c'est normal de faire valoir sa retraite d'inspecteur de finance. C'est une question de justice et de méritocratie sociale. Moi qui suis un journaliste néolibéral et qui gagne plusieurs centaines de milliers d'euros sur une chaîne qui appartient à la troisième fortune française, je trouve que les infirmières devraient arrêter de chouiner. Le fait qu'elles n'aient pas assez de moyens c'est des fakes news (...) les milliardaires payent bien trop d'impôts en France c'est prouvé scientifiquement... et puis si elles ne gagnent pas assez elles ont qu'à trouver un mari riche, ne pas divorcer et mieux travailler à l'école "

Un tel dialogue ce serait drôle non ? Bref comment permettre au citoyen d'avoir un accès réel à une information et non à un théâtre au service d'une unique pensée ? Car le risque c'est bien sur l'affaiblissement d'une pensée critique et donc la possibilité à un Jair, Donald, ou autre Maréchal d'advenir. Et là ce ne sera pas la fête. On a intérêt à un débat éclairé, et aujourd'hui les conditions ne sont plus réunies.

Hello 11 : Que vous (les 60) rejoignez des gens qui veulent vraiment que cela change pour un vivre ensemble meilleur. Je le redis, les premiers bénéficiaires seront (toujours) celles et ceux qui détiendront énormément, puis les autres, etc. Pas d'inquiétudes. Notre pays a de l'argent, des compétences (jusqu'à quand ?), mais plus trop de temps avant l'arrivée du RN. Je crois qu'on peut encore faire de grandes choses, mais le point de bascule entre le collectif et le vivre ensemble et l'individualisme et l'égoïsme est peut-être déjà dépassé. Et ce n'est pas avec le monde d'avant que cela se passe. Ils n'ont aucune envie de partager, pire ils n'ont aucune empathie, aucune envie que les classes modestes se développent. Pourtant ils y trouveraient un intérêt à terme par une réduction de certaines dépenses (santé, justice, assurances, coûts écologiques, etc...).

Ensuite, il y a des choses à repenser dans une perspective plus égalitaire et plus fraternelle : la santé, l'accès à un logement décent (stop spéculation !), l'éducation, la possibilité de finir ses jours dans la dignité (retraite, ephad), créer les conditions pour que nos enfants aient un toit, un emploi/une place/utilité sociale, puissent se nourrir, accès à de la culture, des loisirs, puissent créer.... Et il y a plusieurs façon et chemins d'arriver là. Mais c'est de direction qu'il faut changer aujourd'hui, et pas simplement de véhicule. Et changer de route, cela veut dire faire des aménagements, moins de blindage, d'autre carburant, des pneus plus souples, des étapes, plus de monde à emmener donc des essieux plus costauds, des amortisseur car on va quitter les sentiers battus, il faudra se faire confiance, etc... Mais l'autoroute actuelle est rassurante, rapide, on sait où elle conduit. Dans le mur pur 80% de la population. Ce que chacun ne sait pas tout à fait c'est quand sera l'impact pour lui et sa famille. Et pour certain, l'impact est déjà là malheureusement. Les autres imaginent pouvoir se faire greffer des ailes.

Alors on change où on va s'acheter des armes ?